

Tout va très bien M. le ministre !

Deux inspecteurs généraux ont rendu en juillet un rapport sur la réforme de l'enseignement primaire. Il s'agit d'un bilan des nouvelles mesures de l'année scolaire écoulée : la nouvelle semaine scolaire, l'aide personnalisée, l'accompagnement éducatif, les nouveaux programmes et horaires, les protocoles d'évaluations en CM2 et CE1. Ce rapport sans surprise donne même un avis sur les évolutions à donner, y compris dans les relations hiérarchiques. En voici quelques extraits avec les commentaires du SNUipp13. références sur site

« Le bilan de l'année est largement positif. Ces mesures sont entrées dans le fonctionnement de l'enseignement primaire et seront reconduites l'année prochaine. »

Pourtant, le rapport ne se veut pas euphorique ; il admet, avec nuance, que plusieurs mesures présentent des inconvénients, pas insurmontables et la plupart du temps dus à la difficulté des enseignants de s'adapter au changement. Quelle ironie quand l'année écoulée apporte au contraire la preuve d'un bilan désastreux.

« Les résistances d'inspiration politique, syndicale ou associative (...) n'ont pas eu de prise sur le plus grand nombre. »

Dénonciation unanime des nouveaux programmes, veillées d'écoles, manifestations nationales avec les parents d'élèves, 80% des enseignants en grève le 20 novembre ... c'est malheureusement le plus grand nombre qui n'a pas eu suffisamment de prise sur le passage en force de ces mesures.

« Les conséquences du resserrement du temps scolaire (en 4 jours) se font sentir sur la fatigue des élèves et des enseignants, sur la réduction du temps de dialogue avec les parents, sur le temps de concertation des enseignants, sur le temps consacré aux enseignements (le temps manque pour faire tout le programme d'enseignement. L'année scolaire n'est plus que de 144 jours théoriques, alors que la moyenne européenne est de 185 jours). »

C'est effectivement un des aspects de l'inadaptation des nouveaux programmes. Quant à l'organisation de la semaine, outre les deux heures d'enseignement perdues, il n'existe que deux solutions : augmenter le nombre de jours de classe en réduisant les vacances et les journées, ou ajouter la demi-journée du mercredi, ce que préconisent les inspecteurs. Passée l'annonce populiste mais populaire de la suppression du samedi matin, les problèmes apparaissent et sont loin d'être réglés (avec toutes les conséquences d'organisation sociale). Il était urgent de casser, il l'est moins de reconstruire !



« Les enseignants prennent conscience de l'intérêt que présentent les stages de remise à niveau pour les élèves, ils y trouvent pour eux-mêmes, outre l'intérêt financier, l'intérêt pédagogique d'une relation différente avec les élèves. »

Ne pas se voiler la face : personne ne croit au miracle ! La principale, si ce n'est exclusive motivation des enseignants pour ces stages est pécuniaire. L'intérêt pédagogique du dispositif a les limites que montre cet exemple : au mois d'août, dans plusieurs écoles en ZEP, les élèves choisis ne se sont pas présentés aux stages, il a fallu contacter d'autres familles. Et si pour une fois, le coût de ces stages était vraiment investi dans l'Ecole et la réussite des élèves ?

« Le succès des 60 heures d'aide personnalisée rencontré dès le début ne s'est pas démenti, le bilan est positif. »

Tout le monde serait donc content : parents, enseignants et administration. On trouvera toujours des motifs de se satisfaire de l'opportunité de travailler avec des groupes réduits d'élèves, mais avec des effets difficiles à mesurer. Il existe aussi des remises en question, en dehors de l'extrême fatigue de tous déjà citée. Il n'y qu'à piocher dans le rapport lui-même : « les enseignants remarquent que les progrès réalisés

au cours de l'aide personnalisée s'atténuent en classe... Elle ne permet pas de compenser les difficultés lourdes, elle ne permet donc pas d'infléchir l'organisation du cursus scolaire des élèves... Le problème du choix des élèves dans les écoles où le niveau est très faible est difficile à résoudre : qui choisir et à quoi s'attaquer en priorité ? Il ne fait pas de doute que la prise en charge des élèves en grande difficulté ne peut pas être résolue uniquement par l'aide personnalisée. » .

« Toutes les réformes mises en place cette année comportent par elles-mêmes de profondes modifications dans la définition du service des enseignants et des avancées impensables il y a peu, telles que l'individualisation du service, la différenciation des activités du service obligatoire, la possibilité de faire des heures supplémentaires pour le compte de l'Etat. »

Tout cela est exact ! A un mot près : au lieu de lire « avancées », il faut remplacer par « reculs » ! Et voici la suite ... « La modification la plus fondamentale réside dans l'implication personnelle des enseignants dans la prise en charge de la réussite de leurs élèves. » Est-ce une insulte ou une menace ? Ne s'impliquait-on pas auparavant ? Serons-nous personnellement gageurs de la réussite, ou plutôt de l'échec de nos élèves ?

« Il devient en particulier indispensable d'asseoir la réforme de l'enseignement primaire sur une école transformée en un établissement public d'enseignement primaire (EPEP), dont l'attente est manifeste chez de nombreux cadres, en particulier les IEN. »

Cette urgence s'accompagne évidemment d'un statut hiérarchique intermédiaire pour les directeurs d'école. Les deux députés qui avaient déposé l'année dernière un projet de loi pour la création des EPEP devraient proposer bientôt un nouveau texte. En tout état de cause, ce projet ne répond pas à la difficulté de la tâche des directeurs.